RAPPOR T D’ACTIVITE
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DE L’YONNE
PORTANT SUR L’ANNEE 2014

Rapport établi conformément à l’article L.331-12 du Code de la consommation¹

Préambule, la commission de surendettement de l’Yonne est compétente pour l’ensemble du département. Elle s’est réunie à 24 reprises au cours de l’année sous revue.

Principaux éléments relatifs à l’activité de la commission

Dépôts de dossiers et redépôts
Après la baisse de 6,1% enregistrée en 2013, le nombre de dossiers de surendettement déposés dans l’Yonne (1624) a progressé de 3,70% en 2014. Cette légère augmentation s’explique essentiellement par le changement de procédure introduit par la loi du 26 juillet 2013, applicable depuis le 1er janvier 2014. En effet, alors qu’auparavant, certains dossiers étaient réexaminés d’office par les commissions, il n’est plus désormais procédé à de tels réexamens qu’à la demande des personnes concernées, ce qui se traduit par le dépôt d’un nouveau dossier.
Par ailleurs, la commission enregistre un niveau de redépôt de dossiers légèrement supérieur aux standards régionaux et nationaux (45,1% contre respectivement 44,7% en Bourgogne et 42,1% au niveau national).

Recevabilité et orientation
L’instruction des dossiers a été réalisée dans un délai moyen inférieur à 7 semaines et 99,8% des dossiers ont été orientés dans le délai de trois mois prévu par la Loi Lagarde.
94,1% des dossiers soumis à la commission ont été déclarés recevables (contre 94,9% en 2013).
Les recommandations d’effacement de dettes ont concerné 433 dossiers, soit 2,4% de plus que durant l’année 2013 (423 dossiers).
Les analyses du secrétariat ont pu être affinées grâce aux avis, remarques et suggestions constructives des commissaires. Ces derniers, empreints d’un grand professionnalisme, ont continué en 2014 à prendre une part très active aux travaux de la commission.

Solutions amiables, imposées ou recommandées en application des articles L.331-7-1 et L.331-7-2 du Code de la consommation
Sous l’effet de la nouvelle procédure applicable depuis le 1er janvier 2014, le pourcentage des dossiers ayant fait l’objet de plans conventionnels de redressement définitifs s’inscrit en nette baisse par rapport à l’année 2013 (16,1% en 2014, contre 29,7% en 2013).
A l’inverse, 19,6% des dossiers ont désormais été traités en 2014 avec l’élaboration de mesures imposées ou recommandées immédiatement. Celles-ci s’ajoutent aux 23,2% des dossiers traités en 2014 avec l’élaboration de mesures imposées ou recommandées (contre 26,6% en 2013).

¹ « Chaque commission de surendettement des particuliers établit un rapport d’activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l’endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d’activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l’article L. 143-1 du code monétaire et financier. »
Mesures pérennes et mesures provisoires
Bien que la part des dossiers traités orientés en procédure de rétablissement personnel (24,6% désormais) demeure inférieure à la moyenne nationale pour 2014 (soit 29,6%), ce pourcentage continue de progresser année après année (taux de 20,4% en 2012 puis 23,6% en 2013), réduisant ainsi l'écart avec l'indicateur national. Le taux de solutions pérennes atteint 68,8% à fin 2014 (contre 72,9% au niveau national et 69,5% en Bourgogne).

Relations de la commission et de son secrétariat
avec les autres acteurs de la procédure et avec des organismes tiers

<table>
<thead>
<tr>
<th>Relations avec les parties prenantes de la procédure</th>
<th>Nombre de réunions[^1]</th>
<th>Objectif / Thème de la réunion</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Tribunal ou greffe du tribunal</td>
<td>3 réunions en 2014</td>
<td>Organisation de réunions de concertation avec les juges et les membres des greffes des Tribunaux d’Instance d’Auxerre et Sens.</td>
</tr>
<tr>
<td>Commission de coordination des actions de prévention des actions d’expulsion (CCAPEX)</td>
<td>2 réunions en 2014</td>
<td>Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d’expulsions des ménages surendettés. La commission et son secrétariat ont ainsi contribué aux travaux préparatoires de 35 réunions des CCAPEX (Avalon, Auxerre et Sens) et ont directement participé à l’une d’entre elles en mars 2014. Le responsable du service des particuliers a également pris part au groupe de travail « Maintien dans le logement », en lien avec les dispositions de la loi ALUR.</td>
</tr>
<tr>
<td>Organismes et les travailleurs sociaux (UDA, CAF)</td>
<td>4 réunions en 2014</td>
<td>Le secrétariat a assuré 4 sessions de formation (2 UDAF, 2 CAF), ayant rassemblé 40 travailleurs sociaux.</td>
</tr>
<tr>
<td>Rencontre avec l’UNCCAS dans le cadre de la convention nationale</td>
<td>4 réunions en 2014</td>
<td>Le secrétariat a assuré 4 sessions de formation à destination des agents du CCAS d’Auxerre, ayant rassemblé 38 travailleurs sociaux.</td>
</tr>
<tr>
<td>Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d’aide aux personnes en difficulté financière</td>
<td>1 réunion en 2014, 4 travailleurs accueillis au sein du secrétariat</td>
<td>Le secrétariat a assuré une session de formation à destination des collaborateurs de 3 associations de consommateurs, ayant rassemblé 8 personnes. Le secrétariat a également accueilli 4 collaborateurs de ces associations pour une journée de travail auprès des agents en charge des dossiers de surendettement.</td>
</tr>
<tr>
<td>Établissements de crédit de la place</td>
<td>1 réunion en 2014</td>
<td>En octobre 2014, une présentation des modalités de traitement des dossiers de surendettement a été effectuée à destination des responsables régionaux des principales banques.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

[^1]: (organisées ou participation)
Une action d’information a été organisée en janvier 2014 au profit des agents comptables des lycées, en concertation avec la Direction Départementale des Finances Publiques.
Le secrétariat a assuré une session de formation à destination des collaborateurs la Direction Départementale des Finances Publiques, ayant rassemblé 20 personnes.

**Relations avec les Tribunaux :**
Outre des échanges fructueux sur l’évolution des procédures de traitement du surendettement, les réunions organisées avec les Juges et Greffiers des Tribunaux d’Instance d’Auxerre et Sens ont permis de renforcer l’harmonisation des pratiques au sein du département et notamment de rapprocher les points de vue concernant la validité juridique des mandats de recouvrement émis par certains créanciers.

**Relations avec les organismes et les travailleurs sociaux :**
Au total, au cours de l’année 2014, 11 stages pratiques ont été organisés par le secrétariat au profit de 116 travailleurs sociaux.
Principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la procédure

(Appréciation portée sur la mise en œuvre de la loi bancaire au 1er janvier 2014)

- Nécessaire appropriation, aujourd’hui acquise, par l’ensemble des acteurs de la procédure des dispositions introduites par la loi du 26 juillet 2013, applicable depuis le 1er janvier 2014 ;

- Difficultés récurrentes pour joindre les débiteurs (fréquents déménagements) dans le cadre du traitement des dossiers en réexamen.

Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

- Difficultés pour les surendettés ne bénéficiant pas d’un accompagnement social à fournir toutes les informations et documents nécessaires au traitement de leur dossier, puis à mettre en œuvre les mesures du plan ;

- Instabilité grandissante de la situation des débiteurs (déménagement, séparation, emploi précaire, ... etc.) compromettant la pérennité des mesures élaborées.

Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d’autres acteurs de la procédure

- D’avril à août 2014, une différence d’approche entre le secrétariat de la Commission et un Juge concernant la validité juridique des mandats de recouvrement émis par certains créanciers s’est traduite par 60 ordonnances de rejets, allongeant significativement le temps de traitement de ces dossiers. Les réunions organisées avec les Tribunaux ont permis de rapprocher les points de vue dès le mois de septembre 2014 ;

- Absence systématique de réponses de certains créanciers lors de la phase de négociation amiable (téléphonie, assurances, sites internet de vente en ligne... etc).

Date : 9/02/2015

Secrétaire de la Commission

Président de la Commission
| Annexe n°1 du rapport d’activité  
<table>
<thead>
<tr>
<th>Données d’activité</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dossiers déposés (en nombre)</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont proportion de redépôts (en%)</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont proportion de redépôts suite à une suspension d’exigibilité (en%)</td>
</tr>
<tr>
<td>Dossiers soumis pour examen de recevabilité (en nombre)</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dossiers recevables (y compris dossiers jugés recevables)</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dossiers irrecevables (A)</td>
</tr>
<tr>
<td>Décisions d’orientation des Commissions (en nombre)</td>
</tr>
<tr>
<td>- vers une procédure de rétablissement personnel avec ou sans liquidation judiciaire (LJ)</td>
</tr>
<tr>
<td>- vers une procédure de réaménagement de dettes</td>
</tr>
<tr>
<td>Mesures de rétablissement personnel (en nombre) (B)</td>
</tr>
<tr>
<td>- Recommandations d’effacement de dettes (PRP sans LJ)</td>
</tr>
<tr>
<td>- Accords débiteurs sur les demandes d’ouverture d’une PRP avec LJ</td>
</tr>
<tr>
<td>Mesures de réaménagement des dettes (en nombre) (C)</td>
</tr>
<tr>
<td>Plans conventionnels conclus</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dont plans conventionnels conclus réglant l’intégralité de l’endettement (sur 9 mois d’avril à décembre 2014)</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dont plans conventionnels conclus présentant un prêt immobilier ou avec la présence d’un bien immobilier</td>
</tr>
<tr>
<td>Mesures imposées et recommandées, avec MIRI (en nombre) (D)</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dont mesures imposées ou recommandées immédiates élaborées</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dont mesures imposées ou recommandées consistant en une suspension d’exigibilité</td>
</tr>
<tr>
<td>Dossiers clôturés toutes phases (en nombre) et autres sorties (E)</td>
</tr>
<tr>
<td>Dossiers traités par les Commissions (en nombre) (A+B+C+D+E)</td>
</tr>
<tr>
<td>Renvoi des dossiers par les juges aux Commissions (en nombre)</td>
</tr>
<tr>
<td>Recommandations homologuées par les juges (en nombre)</td>
</tr>
</tbody>
</table>
### Structure de décision de la commission

<table>
<thead>
<tr>
<th>Année 2014</th>
<th>Données commission</th>
<th>Données région</th>
<th>Données nationales</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Part des dossiers clôturés avant orientation ou déclarés irrecevables (en % des dossiers traités)</td>
<td>11,07%</td>
<td>9,83%</td>
<td>11,66%</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des dossiers orientés en PRP avec liquidation judiciaire ou ayant fait l'objet d'une recommandation de RP sans liquidation judiciaire (en % des dossiers traités)</td>
<td>24,60%</td>
<td>24,97%</td>
<td>29,61%</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des plans conventionnels (en % des dossiers traités)</td>
<td>16,09%</td>
<td>16,93%</td>
<td>15,91%</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des mesures imposées ou recommandées hors MIRI (en % des dossiers traités)</td>
<td>23,24%</td>
<td>21,22%</td>
<td>17,34%</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des mesures imposées ou recommandées immédiates (en % des dossiers traités)</td>
<td>19,64%</td>
<td>22,34%</td>
<td>20,96%</td>
</tr>
<tr>
<td>Diverses sorties dont clôtures après orientation ou dossiers déclarés irrecevables par le juge (en % des dossiers traités)</td>
<td>5,35%</td>
<td>4,72%</td>
<td>4,53%</td>
</tr>
<tr>
<td>Taux de solutions pérennes (sur 9 mois) (en % des dossiers traités)</td>
<td>68,78%</td>
<td>69,50%</td>
<td>72,87%</td>
</tr>
</tbody>
</table>
### Annexe 2 du rapport d’activité

**Typologie de l’endettement**

#### Année 2014 – données de la commission

<table>
<thead>
<tr>
<th>Type de dettes</th>
<th>Encours des dettes en MEUR</th>
<th>Nombre total de dossiers</th>
<th>Nombre de dettes</th>
<th>Part dans l’endettement global</th>
<th>Endettement moyen en €</th>
<th>Dossiers concernés</th>
<th>Nombre moyens de dettes en unité</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dettes financières</td>
<td>50,2</td>
<td>1321</td>
<td>6629</td>
<td>82,35%</td>
<td>37 997,00</td>
<td>92,18%</td>
<td>5,02</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont Autres dettes financières</td>
<td>1,0</td>
<td>879</td>
<td>1134</td>
<td>1,70%</td>
<td>1 179,27</td>
<td>61,34%</td>
<td>1,29</td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Dont Dettes financières
  consommation                  | 25,7                       | 1198                     | 5045             | 42,19%                         | 21 468,54             | 83,60%            | 4,21              |
| Dont Dettes financières
  immobilières                  | 23,4                       | 252                      | 450              | 38,45%                         | 93 008,51             | 17,59%            | 1,79              |
| Dettes de charges courantes    | 5,9                        | 1191                     | 5238             | 9,73%                          | 4 981,80              | 83,11%            | 4,40              |
| Autres dettes                  | 4,8                        | 808                      | 1792             | 7,92%                          | 5 975,55              | 56,39%            | 2,22              |
| Endettement global              | 61,0                       | 1433                     | 13659            | 100,00%                        | 42 537,06             | 100,00%           | 9,53              |

#### Année 2014 – données de la région

<table>
<thead>
<tr>
<th>Type de dettes</th>
<th>Encours des dettes en MEUR</th>
<th>Nombre total de dossiers</th>
<th>Nombre de dettes</th>
<th>Part dans l’endettement global</th>
<th>Endettement moyen en €</th>
<th>Dossiers concernés</th>
<th>Nombre moyens de dettes en unité</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dettes financières</td>
<td>212,1</td>
<td>6040</td>
<td>29851</td>
<td>79,20%</td>
<td>35 110,99</td>
<td>91,14%</td>
<td>4,94</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont Autres dettes financières</td>
<td>5,1</td>
<td>3984</td>
<td>5172</td>
<td>1,90%</td>
<td>1 277,27</td>
<td>60,12%</td>
<td>1,30</td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Dont Dettes financières
  consommation                  | 112,6                      | 5458                     | 22740            | 42,05%                         | 20 630,76             | 82,36%            | 4,17              |
| Dont Dettes financières
  immobilières                  | 94,4                       | 1025                     | 1939             | 35,25%                         | 92 077,07             | 15,47%            | 1,89              |
| Dettes de charges courantes    | 26,6                       | 5429                     | 22987            | 9,93%                          | 4 896,21              | 81,92%            | 4,23              |
| Autres dettes                  | 29,1                       | 3609                     | 8415             | 10,87%                         | 8 063,68              | 54,46%            | 2,33              |
| Endettement global              | 267,8                      | 6627                     | 61253            | 100,00%                        | 40 403,46             | 100,00%           | 9,24              |